

page 5

éditorial

PRE

« N' » envoie jamais chercher pour qui sonne le glas : il sonne pour toi. » L'apostrophe de John Donne¹ sonne un cruel rappel pour les Européens : le malheur du Moyen-Orient est aussi le leur, le destin des migrants qui meurent ou tentent de survivre sur nos rivages est aussi notre destin.

Zélateurs officiels de l'ouverture, des espaces sans limites, voici pourtant que les Européens redécouvrent les frontières et la division des espaces. Certes, l'arrivée en Europe, brusque et massive, de migrants – dont une majorité de réfugiés, au second semestre 2015, a constitué un double choc. L'Europe ne pouvait, du haut de sa civilisation avancée, presque post-nationale, se tenir à distance des malheurs du monde. Et si le monde proche venait à elle, sous forme de migrations, ou de terrorisme, la bonne conscience et l'invocation du droit ne suffiraient pas à régler l'affaire.

Ces mouvements de population étaient-ils si imprévisibles ? Sont-ils aussi massifs qu'on le dit, aussi simplement modélisables en déplacements Sud/Nord, que le suggère un discours dominant ? *Politique étrangère* choisit de décaler le débat, pour en éclairer la profondeur.

Parler des déplacements des populations africaines², c'est d'abord rappeler que la majeure partie de ces déplacements s'effectue sur le continent noir lui-même. Et que leurs motifs sont extrêmement divers : héritages historiques, traditions communautaires, dynamiques économiques, problèmes climatiques, diffusion des conflits, etc. Les pays d'Afrique, par leurs politiques de développement, leurs accords éventuels avec les pays européens, leurs efforts pour organiser et gérer leurs déplacements internes, tentent, à la mesure de leurs moyens, de gouverner une tendance désormais très lourde. Face à ces déplacements, les pays africains doivent en effet gérer à la fois des problèmes spécifiques – dus à l'héritage historique ou à la faiblesse de nombre de leurs structures étatiques –, et des problèmes plus classiques d'insertion dans les marchés du travail, ou de xénophobie.

Le dossier que nous présentons ici nous interpelle sur la complexité d'un phénomène migratoire que nous sommes tentés d'aborder par l'image simple de l'« invasion » sud-nord, ou en fonction des besoins démographiques européens. Il nous rappelle la relativité des chiffres qui nous ont traumatisés en 2015. Et que les problèmes de migrations – bien réels – ne se régleront ni à nos frontières, ni en exportant nos frontières plus au sud.

1. *Devotions upon Emergent Occasions, and Several Steps in my Sickness*, 1624.

2. Le dossier « Migrations en Afrique » a été réalisé conjointement par le Centre Migrations et Citoyennetés et le programme Afrique subsaharienne de l'Ifri, avec la collaboration d'Alain Antil, Christophe Bertossi, Victor Magnani et Matthieu Tardis.

Les fermetures hâtives de frontières, les accords de réadmission joints aux programmes d'aide au développement, ne sont rien d'autre que des expédients, face à des dynamiques trop profondes pour supporter l'absence de politiques de long terme.

Un pays d'Europe a symbolisé en 2015 cette redécouverte forcée d'un monde compliqué : l'Allemagne. Puissance dominante en Europe mais réticente à se penser comme telle. Puissance désormais ouverte au monde (voir la réaction spontanée de l'opinion allemande à l'arrivée des réfugiés de Syrie), mais affectant de ne guère y intervenir. Puissance exportatrice d'armements mais pensant un monde post-violent, et fière d'aligner ses armées « démilitarisées »... Berlin s'étonne d'un « retour de la question allemande », qu'elle assimile trop vite à un accès de germanophobie.

Le *Contrechamps* de ce numéro s'efforce de cerner les composantes de cette « question » telle qu'on peut aujourd'hui les appréhender. Tout d'abord la conscience qu'ont les Allemands de leur propre succès : digestion de l'unification, ouverture vers l'extérieur au nom d'une Europe tétanisée par l'arrivée des réfugiés. Le différentiel de puissance économique ensuite, dans une Union européenne fondée sur la logique des concurrences internes, et où Berlin a démontré sa force (provisoire ?) industrielle et exportatrice. Puis l'incapacité à penser une politique étrangère à la mesure de la position du pays ; on l'a vu à l'issue des débats publics de 2014 : beaucoup de mots pour peu de choix. L'absence de l'Union européenne en matière de politique étrangère enfin, son doute croissant quant à son fonctionnement interne, le lent effacement du projet européen face aux réveils nationaux voire nationalistes... Tous ces facteurs laissent à l'Allemagne une place qu'elle ne souhaite pas occuper, une place dont elle ne veut pas.

Nous voici donc face à une Allemagne empêtrée de sa propre image : généreuse et arrogante, riche et impuissante, avec un unilatéralisme visible à mesure de sa force. Une image à la fois de force, d'unilatéralisme et d'impuissance. La question des migrants illustre la contradiction : oui l'Allemagne a sans doute sauvé l'honneur de l'Europe face à une situation qu'elle n'avait su ni prévoir ni gérer, mais en prenant des décisions dangereuses et mal maîtrisées.

Peut-on penser la « question allemande » sans penser la « question européenne » ? Or 2016 risque d'être une année-tournant pour cette dernière. Pourra-t-on sauver « Schengen » des frontières qui se redressent un peu partout dans l'Union ? Quelle Europe survivra au débat du Brexit – quelle

qu'en soit l'issue ? Les États unitaires survivront-ils aux poussées identitaires et régionalistes ? Les marchés financiers laisseront-ils aux économies du sud de l'Europe le temps de se reconstruire ? L'Union européenne se pensera-t-elle seulement comme marché divisé et ouvert, ou comme une communauté de valeurs ? Et puisque ni Paris ni Berlin ne semblent pouvoir accoucher pour eux-mêmes d'une vision européenne, pourraient-ils le faire solidairement ? Il n'y a sans doute pas de problème allemand que produirait la volonté de puissance de Berlin ; mais l'état de puissance couplé à l'impuissance des autres pose problème.

À cette Allemagne tentée – on sait pourquoi – d'oublier la dimension militaire de la puissance, on conseillera de suivre les métamorphoses de la stratégie et de l'appareil militaire russes. Quand les Soviétiques s'usaient à reproduire les fantasmes techno-militaires occidentaux, les Russes ont depuis quelques années intelligemment choisi de développer des moyens correspondant à leurs propres besoins, à leur position sur l'échelle des forces. Ces moyens leur donnent une nouvelle assise militaire, non pas globale mais fort utile au service de leur stratégie d'affirmation régionale ou, ailleurs, de blocage, d'où les manœuvres ukrainienne et syrienne.

Dans le même registre de l'usage de la force, on pourra suivre dans ce numéro quelques thèmes essentiels sur les événements du Moyen-Orient : comment, entre Daech et Al-Qaïda, s'est développée la lutte pour le *leadership* du djihad ; le désordre syro-irakien va-t-il se diffuser à la Jordanie et au Liban, déjà bouleversés par l'accueil des réfugiés syriens – à une tout autre échelle que l'UE... ? Et sur le terrain, qui défera l'État islamique – quelles sont concrètement les capacités militaires kurdes, pour l'heure presque seules ?

« Nul homme n'est une île, se suffisant à soi-même³. » Les flux migratoires, l'explosion du Moyen-Orient, au moment même où les Européens doutent de leur destin commun, nous disent que l'Europe ne peut se penser indépendamment du monde, que nos exportations ne peuvent être notre seul dialogue avec les autres. 2016 pourrait être l'année du sursaut face au trop grand danger ; ou celle de la déroute.

politique étrangère

3. John Donne, *id. loc.*